

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.97.635

7 octobre 1997

(97-4265)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'intérieur L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification peut être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Cercueils et autres enveloppes mortuaires
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Décret n° ... du ... 1997 sur la réglementation d'application de la Loi sur l'élimination des dépouilles mortelles (Décret sur l'élimination des dépouilles mortelles)
6.	Teneur: Ce décret approfondit, affine et précise la Loi sur l'élimination des dépouilles mortelles sur plusieurs points pour lesquels cela était jugé nécessaire par le législateur. Ces points sont les suivants: déclaration de décès, mode d'inhumation, agencement d'une tombe, mode de crémation et destination des cendres, transport de corps à destination ou au départ des Pays-Bas, procédures applicables aux corps acheminés vers les Pays-Bas, procédures applicables aux corps, y compris ceux d'enfants mort-nés, à bord des navires néerlandais en mer, procédures applicables aux corps à bord d'installations en mer et procédures applicables aux corps de membres des forces armées néerlandaises en dehors des Pays-Bas. Selon le gouvernement néerlandais, le projet de texte visé au point 5 renferme des règlements techniques. Une liste indicative en est donnée ci-après.

Les articles 4 et 12, paragraphe 2, énoncent (font référence à) une spécification technique sur la façon dont les cercueils ou autres enveloppes mortuaires doivent être fabriqués aux fins de leur utilisation aux Pays-Bas. L'article 4, paragraphe 1, dispose que la fabrication des cercueils ou autres enveloppes mortuaires en matière synthétique ou en métal est interdite. Le paragraphe 2 dispose que cette interdiction ne s'applique pas aux matières synthétiques ou aux métaux et aux fournitures visés dans le Décret sur les enveloppes mortuaires. A l'article 12, paragraphe 2, il est disposé qu'en cas de transport d'un corps des Pays-Bas vers la Belgique ou le Luxembourg ou vers des Etats non parties à l'Accord de Strasbourg, le cercueil doit être étanche à l'eau.

7. Objectif et justification: Dans la mesure où ce décret implique des restrictions quantitatives à l'importation ou des mesures d'effet équivalent, ces mesures sont justifiées pour des raisons liées à la protection de la santé et de l'environnement. Compte tenu du fait que la décomposition des corps inhumés s'effectue de façon optimale quand il est utilisé le moins possible de matières, y compris de matières naturelles, dans la sépulture, l'article 4 interdit l'utilisation de matières synthétiques et de métaux. Une exception est aménagée pour les matières synthétiques et les fournitures ou les métaux visés dans le Décret sur les enveloppes mortuaires. Compte tenu du fait que le transport de corps des Pays-Bas vers l'étranger nécessite certaines garanties, il est fait référence, dans l'article 12, paragraphe 1, à l'Accord de Strasbourg, qui énonce des prescriptions concernant les cercueils pour le transport de corps. L'article 12, paragraphe 2, renferme une spécification technique concernant les cercueils dans lesquels des corps sont transportés des Pays-Bas vers la Belgique ou le Luxembourg ou vers un Etat non partie à l'Accord de Strasbourg.

8. Documents pertinents: Ce projet de décret est fondé sur les articles 9, 15, 32, 57, 66, 70, 78, 79 et 81, alinéa 7 de la Loi sur l'élimination des dépouilles mortelles.

9. Date projetée pour l'adoption: 20 novembre 1997
Date projetée pour l'entrée en vigueur: 21 novembre 1997

10. Date limite pour la présentation des observations: 19 novembre 1997

Les Pays-Bas procéderont à la mise en oeuvre de la mesure envisagée après 45 jours si, entre-temps, aucune observation ni aucune demande de prorogation du délai n'a été présentée par d'autres Membres.

11. Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de téléfax d'un autre organisme: